Ensemble

contre une réforme injuste et pour le maintien du droit à la retraite à 60ans

24 JUIN 2010

Toutes et tous en grève et en manifestations

RASSEMBLEMENTS MANIFESTATIONS à 15 h :

- Montluçon : place Jean Dormoy
- Moulins : devant le lycée Banville
- Vichy : place de la Poste

Dernière minute

Les principales mesures annoncées :

- **Recul de l'âge légal de départ de 60 ans à 62 ans d'ici à 2018 (à raison de 4 mois/an dès 2011), à compter de la génération 1951.**
- **2 ans de plus pour bénéficier d'une retraite à taux plein (67 ans au lieu de 65 ans), ce qui va toucher particulièrement les femmes qui n'ont pas toujours la totalité de leurs trimestres.**
- **Augmentation d'un trimestre de la durée de cotisation en 2013 qui passera progressivement à 41 ans et demi.**
- **Augmentation du taux de cotisation des fonctionnaires (passe de 7,85 à 10,55 %) et fermeture du dispositif de départ anticipé (pour 3 enfants et au moins 15 ans de service effectué).**
- **4 milliards d'euros d'économie à réaliser sur la Fonction Publique.**

PAR NOTRE MOBILISATION, FAISONS RECULER LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement avec mépris a affirmé vouloir maintenir le cap, sans prendre en compte la mobilisation des salariés, des retraités, des privés d'emploi et des jeunes, il écarte toute idée d'un véritable débat et reste campé sur **l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal au-delà de 60 ans.**

L'intersyndicale s'insurge contre de telles propositions et réaffirme que la réforme doit se faire sur d'autres bases, celle d'un choix de société orienté vers la réponse aux besoins sociaux.

70 % des Français sont contre la réforme proposée, transformons ce désaccord en une forte mobilisation.

A l'appel des Organisations Syndicales CGT, CFDT, CFTC FSU, UNSA, SUD le 24 juin tous en grève et en manifestation pour dire au gouvernement et au MEDEF que d'autres solutions existent.

La remise en cause de l'âge légal au-delà de 60 ans est inacceptable et injuste.

En particulier, elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les salariés les plus précaires.

- ***La reconnaissance de la pénibilité est INCONTOURNABLE, et ne doit pas être individualisée comme le veut le gouvernement, mais être une véritable garantie en fonction des métiers exercés.***

- ***La question de nouveaux financements doit être au centre des décisions, ce que refuse le gouvernement.***

- ***Une politique de l'emploi cohérente doit être menée, est-il logique de vouloir maintenir les plus anciens dans l'emploi alors que les plus jeunes ont des difficultés à y entrer ?***

Parce que rien n'est joué, le 24 juin tous ensemble en grève et en manifestation pour dire NON à cette politique de recul social.

Ne pas jeter sur la voie publique